



Bulletin des comités angevins du

# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## L'édito rouge

### Le gros mot de capitalisme

Les élections régionales se déroulent dans un contexte difficile. La crise et ses effets délétères sur les esprits pèsent lourdement, comme l'absence de luttes d'ensemble depuis près d'un an.

Tirant profit de sa position hégémonique dans les conseils régionaux (CR) sortants, le PS veut continuer à apparaître comme le seul « vote utile » face à l'UMP, en dépit d'un programme à peine différent de celui de la droite (comme on l'a vu récemment à propos des retraites).

Les Verts, avec Europe-Écologie, ont jusqu'ici réussi à donner l'illusion d'une force jeune et dynamique dépassant les clivages, ratissant large, de la gauche jusqu'au centre, voire jusqu'à la droite comme en PACA ; les 56 pages de leur programme pour les Pays de la Loire ne contiennent pas une fois le gros mot de capitalisme...

L'abstention populaire risque d'être importante. A nous de mobiliser pour que vive une véritable alternative à ce gros mot que ni le PS ni les Verts ne veulent prononcer.

# TOUS ENSEMBLE LA GAUCHE VRAIMENT !



### Régionales : un enjeu pour la région et les luttes à venir

Au niveau national, les forces à gauche du PS et des Verts sont loin de présenter un front uni. Le Front de Gauche (PCF, Parti de Gauche, Gauche unitaire) continue en général à s'inscrire dans la perspective d'une alliance programmatique avec le PS après le 1<sup>er</sup> tour. Dans 5 régions, le PCF figure même sur les listes PS. LO, qui n'a pas participé aux réunions unitaires de l'an passé, présente partout ses propres listes. Le NPA présente les siennes dans 11 régions sur 21, fait campagne avec le Front de Gauche dans 3 régions (Limousin, Pays de la Loire et Languedoc-Roussillon), avec tout ou partie du PG dans les 5 régions où le PCF a rallié le PS, et avec les Alternatifs et/ou les objecteurs de croissance dans 2 régions.

Dans les Pays de la Loire, une minorité du PCF, dont les directions fédérales 44, 49 et 53, a rallié Auxiette, le président sortant du CR. Cependant, la majorité (l'essentiel des forces du PCF en Sarthe et Vendée, une grande partie des militants dans les autres départements) est partie prenante de la liste unitaire NPA-Front de Gauche-Alternatifs-FASE (ex-comités Bové) conduite par Marc Gicquel (PG). Cette liste écarte toute perspective de fusion autre que « démocratique » (à la proportionnelle, sans accord programmatique) avec le PS à l'issue du 1<sup>er</sup> tour. Cela ne signifie pas que tous les problèmes soient réglés. PG et PCF n'excluent pas qu'un « bon » accord puisse être trouvé avec le PS après le 2<sup>e</sup> tour, en fonction du rapport de forces. Mais ils acceptent (ce n'est généralement pas le cas ailleurs et surtout pas au niveau national) que le NPA ne se place pas dans cette perspective invraisemblable, compte tenu de l'essence sociale-libérale du PS, et affirme d'ores et déjà que des élu-e-s NPA conserveront leur autonomie politique.

L'indépendance par rapport au PS est en effet une nécessité. La lecture, fastidieuse mais instructive, des décisions de la commission permanente du CR des Pays de la Loire, systématiquement prises à l'unanimité, montre qu'une activité principale du CR consiste à distribuer des subventions. Celles-ci sont évidemment indispensables à beaucoup d'associations et à l'action sociale et culturelle. En revanche, comment ne pas être opposé au financement public du privé à but lucratif, que ce soit sous la forme d'aides directes aux entreprises capitalistes en tout genre (production, distribution, éducation-formation...) ou d'aides indirectes via de l'innovation et de la recherche au service exclusif de ces entreprises ? ● ● ●


# Infos locales





## L'agenda rouge


### Réunions publiques de la liste « Tous ensemble, la gauche vraiment ! »

 **Mardi 2 mars** à 20h30, salle de la Bruyère à **Cholet**


 **Mercredi 3 mars** à 20h30, maison des associations - salle des enlumineurs à **Pouancé**


 **Jeudi 4 mars** à 20h30, salle du Doyenné, **meeting départemental à Angers**

 **Vendredi 5 mars** à 20h30, salle du jardin public - groupe Milon à **Segré**

 **Vendredi 5 mars** à 20h30, salle des fêtes, Villa Cipia à **Seiches sur le Loir**

 **Lundi 8 mars** à 20h30, **meeting régional au Mans**

 **Mardi 9 mars** à 20h30, salle de la Cocasserie 1 à **Saumur**

 **Mercredi 10 mars** à 20h30, **meeting régional à Nantes-Bouguenais** (Un déplacement par car est prévu. Contactez nous !)

**Mardi 23 mars**

**Journée intersyndicale d'action pour l'emploi et les salaires et contre la casse des retraites par le gouvernement**

● ● ● Les élu-e-s NPA refuseront d'entrer dans la logique de concurrence entre régions qui justifie aujourd'hui ces véritables détournements de l'argent public. Celui-ci doit plutôt servir à développer les services et l'emploi publics. Relevante de la compétence de la région, le développement des TER et des lycées publics doit être la priorité (et pas le coûteux projet anti-écologique de l'aéroport de Notre-Dame des Landes). Au nom d'urgences qui sont à la fois sociales et écologiques, il faut aller rapidement vers la gratuité des transports en commun de proximité, multiplier les lignes de TER et accroître leur fréquence. Il faut que tous les élèves puissent pouvoir accéder facilement à l'enseignement public, laïque et gratuit, notamment dans les Mayennes. Il faut que ce soit la recherche publique indépendante, au service de toute la société, qui soit aidée et pas une recherche privatisée. Enfin, de nouveaux pôles régionaux des services publics doivent voir le jour, comme dans les secteurs de l'énergie ou de l'agriculture.

Les élu-e-s NPA se feront un relais des luttes sociales. Leur élection sera un encouragement à celles-ci, à une reprise de confiance. Ce sera une source d'information pour la population, un moyen de la mobiliser contre les mauvais coups et les dérives inacceptables, et une caisse de résonance pour les propositions anticapitalistes. Le vote pour les listes NPA ou unitaires ne sera donc pas seulement un vote contre la droite ou de défiance vis-à-vis des sociaux-libéraux de tout poil. Ce sera un outil dans la construction de la gauche anticapitaliste indispensable face à la double crise sociale et écologique d'un capitalisme mortifère.



### Un nouvel épisode de la barbarie sarkozyste

**Après la stupéfaction, la colère. Plusieurs jours ont passé depuis l'expulsion brutale vers la Pologne de la jeune collégienne daghestanaise Aïna. Mais la mobilisation ne cesse de prendre de l'ampleur. Plus de 200 personnes, parents et professeurs du Collège Jean Monnet d'Angers, militant-e-s d'associations de solidarité ou d'organisations syndicales et politiques ont protesté devant la préfecture lundi 15 février en début d'après-midi. Une délégation (RESF, LDH, parents d'élèves, professeurs, élus) a été reçue en Préfecture.**

Une première manifestation de soutien à Aïna avait eu lieu jeudi 11 février à 16h devant son collège du lac de Maine à Angers, au lendemain de son expulsion vers la Pologne, avec sa mère et sa fratrie (un frère et une sœur). La collégienne de 14 ans était scolarisée depuis la rentrée à Jean Monnet. Elle s'y était particulièrement bien insérée (locutrice d'une langue turque écrite en cyrillique, elle avait rapidement maîtrisé l'alphabet latin et les principaux éléments de la langue française). Son arrestation brutale a choqué et révolté immédiatement ses camarades de classe, les parents et les enseignants. Ceux-ci ont distribué ce soir-là des centaines de tracts aux carrefours avoisinants tandis que des militant-e-s du RESF (Réseau Éducation Sans Frontières), de la LDH (Ligue des droits de l'homme), du NPA, d'AL, du PCF, des Verts et du PS participaient au rassemblement.

Le père d'Aïna, ancien fonctionnaire des forces de sécurité daghestanaises, avait été arrêté et torturé après avoir refusé de réprimer la population d'un village de son pays. Cherchant asile en France avec sa fille, il y avait déposé une demande pour obtenir le statut de réfugié politique. La mère et la fratrie d'Aïna étaient venues les rejoindre en décembre, via la Pologne. Visiblement, en agissant à la veille des vacances scolaires, la préfecture a voulu faire une expulsion de groupe dont elle pensait qu'elle lui permettrait de satisfaire aux objectifs chiffrés du ministère sans faire trop de vagues dans le milieu éducatif. Mais les bureaucrates de l'État sarkozyste sont loin d'avoir réussi leur opération de basse police. D'une part, le père est toujours en France, d'autre part la mobilisation autour d'Aïna est sans précédent. L'écho qu'en a donné la presse en est le signe irréfutable. La pétition pour Aïna qu'a immédiatement lancée RESF rencontre un succès considérable.

Cette mobilisation doit continuer. Pour Aïna. Mais aussi, plus largement, pour barrer la route à Sarkozy et ses sbires, qui ne cessent de mettre en œuvre une politique contre les droits humains les plus élémentaires. Ainsi, alors que six lois sur la question se sont succédées en moins de cinq ans, un avant-projet de loi du ministre de l'immigration cherche encore à restreindre les droits des étrangers sans titre de séjour. Le droit d'asile et les procédures permettant d'y faire appel sont visées en particulier. C'est une véritable loi d'exception que Besson et Sarkozy veulent faire avaliser par un Parlement à leur botte. Leur texte limite l'accès au droit en réduisant fortement les possibilités de faire appel à la justice : 48h au lieu d'un mois pour un appel contre une Obligation à Quitter le Territoire Français (OQTF), affaiblissement du rôle du juge des libertés (rallongement du temps avant passage devant la justice, 5 jours au lieu de 48h, et le prolongement de la durée de rétention). Une réaction la plus large et la plus unitaire possible s'impose contre ce projet scélérat. Le NPA 49 sera présent dans cette lutte.

# STOP AUX EXPULSIONS !

Depuis fin 2009, le NPA participe au Réseau Stop aux Expulsions de Logement (RÉSEL) initié par plusieurs associations dont le DAL (Droit Au Logement). Au niveau national, les premiers signataires sont : DAL, CNL, CSF, AC !, ACDL, APEIS, ATTAC, Bagagérue, FSU, Jeudi Noir, LDH, SAF, SM, SNES, Solidaires, Stop précarité... avec le soutien du NPA, du PG, du PCF, de la FASE, des Alternatifs et des Verts.

En effet les expulsions de logement sont en hausse. Plus de 100 000 jugements d'expulsion sont rendus chaque année, plongeant les victimes dans l'angoisse, jetant souvent dans la rue des salariés modestes, des familles avec des enfants, des personnes âgées, des travailleurs privés d'emploi... Même si nous n'avons pas encore les chiffres pour 2009, nous pouvons sans nul doute, au vu du contexte économique et de la montée du chômage, nous attendre à une hausse importante des expulsions locatives.

Face à cela, le RESEL organise des manifestations à Paris et dans de nombreuses villes de province le 13 mars, juste avant la fin de la « trêve » hivernale (15 mars) et la reprise des expulsions. Cette date du 13 mars a aussi été choisie pour donner la visibilité médiatique la plus large possible à cette question des expulsions et du logement, car elle coïncide avec la fin de la campagne électorale pour le premier tour des régionales.

**Quatre mots d'ordre sont mis en avant pour ces manifestations :**

- 🚫 **Arrêt des expulsions !**
- 🚫 **Baisse des loyers !**
- 🚫 **Application de la loi de réquisition !**
- 🚫 **Construction massive de logements (vraiment) sociaux !**



**RÉSEAU RÉSEL « STOP AUX EXPULSIONS DE LOGEMENT »**

## Les propositions du NPA en matière de logement

Aujourd'hui, il y a 3,5 millions de très mal logés en France, et les loyers s'envolent, en particulier à l'occasion des opérations de renouvellement urbain... Or, en 2010, le budget de l'Etat pour le logement social est en forte baisse (de plus de 50 % par rapport à 2008), et la loi DALO (Droit Au Logement Opposable) n'est pratiquement pas appliquée faute de construction suffisante de logements vraiment sociaux.

Il faut donc mettre en place un plan de **construction massive de logements sociaux** centré sur les logements pour étudiants et jeunes travailleurs, la construction de foyers et résidences sociales et les logements très sociaux de type PLA-I (Prêt Locatif Aidé d'Intégration), qui sont destinés aux ménages les plus modestes. En effet, une partie croissante de la population a du mal à payer son loyer (20 % en Ile-de-France, pourtant la région statistiquement la plus riche). Rappelons à ce titre que le Maine-et-Loire se situait en 2005 au 70<sup>ème</sup> rang des départements métropolitains pour les salaires, et que 20 000 demandes de logements sociaux sont en attente dans notre département.

Certes, les statistiques officielles (INSEE) indiquent qu'il y a en Maine-et-Loire plus de 17 000 logements vacants, et c'est d'ailleurs l'argument qu'utilise la Chambre syndicale des propriétaires immobiliers pour dénoncer les nouveaux programmes. Mais encore faut-il que ces logements soient situés là où la population en a besoin, et surtout que leurs loyers soient abordables...

Et pour faire face à l'urgence, il ne faut pas hésiter à **réquisitionner les logements vides**, comme la loi le permet. **Un toit, c'est un droit !**

**LE 13 MARS, RENDEZ-VOUS À 14 h 30  
DEVANT LA BOURSE DU TRAVAIL  
D'ANGERS, PLACE IMBACH, POUR  
DÉFILER JUSQU'À LA PRÉFECTURE !**



[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

#### Permanence du NPA 49 à Angers

**Samedi 11h - 12h :**

En haut de place Imbach

#### Contacts

Angers  
[npa49@yahoo.fr](mailto:npa49@yahoo.fr)

Cholet  
[cholet.npa@orange.fr](mailto:cholet.npa@orange.fr)  
Saumur  
[npa\\_saumurois@hotmail.fr](mailto:npa_saumurois@hotmail.fr)

(le site du NPA 49)  
[npa49.free.fr](http://npa49.free.fr)

(le blog du NPA Cholet)  
[choletnpa49.unblog.fr](http://choletnpa49.unblog.fr)

Répondeur/Fax : 02 41 25 19 10

## Contre les violences faites aux femmes

Deux faits divers proches et récents mettent en lumière la faiblesse et la précarité du statut des femmes et, en particulier des plus fragiles. En Maine et Loire, c'est une jeune réfugiée daghestanaise, Aïna, qui a été brutalement arrachée à ses études au collège Jean Monnet en embarquée de force vers la Pologne avec sa mère et son jeune frère. Dans le Loiret, c'est Najlae, jeune Marocaine de 19 ans venue porter plainte à la gendarmerie après avoir subi les violences du frère chez qui elle logeait – après avoir fui un mariage forcé organisé par son père au Maroc – qui a été renvoyée là-bas le samedi 20 février (cf. Libération du 22/02/2010). L'an 2010 a été déclaré « grande cause nationale dans la lutte contre les violences faites aux femmes », mais pas chez les gendarmes !

Une loi concernant ces violences doit être examinée en première lecture le 25 février à l'Assemblée nationale. Elle doit renforcer « la protection des victimes, la prévention et la répression des violences faites aux femmes. » Elle est enfin examinée, après une longue attente et une bataille impulsée par le Collectif National pour le Droit des femmes. Malgré ses limites, cette loi comporte des avancées, mais celles-ci ne pourront être effectives que si elles sont remises dans le contexte d'une « Loi cadre contre les violences faites aux femmes » (cf. site national du NPA et autres sites), si des luttes collectives imposent son application et enfin si des moyens financiers suffisants sont dégagés, en particulier pour la prévention. Il est pourtant à craindre que la défense des droits des femmes ne soit pas une priorité pour le gouvernement. N. Sarkozy a déclaré : « Chaque fois qu'une femme sera martyrisée dans le monde, cette femme devra être reconnue comme citoyenne française et la France sera à ses côtés » (discours à la Maison de la Mutualité à Paris, le 6 avril 2007) Nous pourrions demander à Aïna et à sa maman, à Najlae et à bien d'autres ce qu'elles pensent de la sincérité de ces déclarations !

A l'approche du 8 mars, n'oublions pas que le combat pour le respect des femmes, le combat pour leurs droits, le combat pour l'égalité sont des combats quotidiens



## De Cezus à Alcan, salariés en lutte

Deux conflits sociaux à Montreuil-Juigné montrent à la fois les potentialités et les limites des luttes actuelles dans les entreprises. Tous les deux sont fondés sur des revendications salariales. Si les salariés d'Alcan ont obtenu 1,4% d'augmentation au lieu d'1,2 %, ceux de Cezus ont obtenu 38 € de rattrapage par mois alors qu'ils en réclamaient 75. L'isolement de ces luttes en limite l'efficacité, mais les premières victoires obtenues montrent aussi que la lutte paie.

Du 3 au 12 février, à Montreuil-Juigné, la plupart des 70 salariés de l'usine Cezus (filiale d'Areva) ont fait grève, avec leur syndicat CFDT, pour l'alignement de leurs salaires et primes sur ceux du site de Paimboeuf (Loire-Atlantique). Pour un même travail, les écarts de salaires entre les 2 sites vont en effet de 170 à 400 € par mois. Le piquet de grève a bloqué l'approvisionnement de l'usine, qui participe à la chaîne de production des tubes en zirconium des réacteurs nucléaires. La municipalité PS et la population les ont soutenus. Après plus de 6 mois de négociations, la direction ne proposait qu'une augmentation de 25 € alors que la productivité a augmenté et que les effectifs ont baissé. Areva, multinationale française n° 1 mondial du nucléaire, peut payer : malgré les difficultés du chantier de l'EPR en Finlande, le groupe fait chaque année des centaines de millions d'euros de profits. L'an dernier, Areva a augmenté les dividendes de ses actionnaires de 4,13 %...

Toujours à Montreuil-Juigné, mais à l'usine Alcan-Aviatube (ex-Péchiney), la direction ne proposait que 1,2 % d'augmentation générale. L'intersyndicale CGT-CFTC réclamait plus, car les 290 salariés sont touchés par le chômage partiel, qui dure depuis septembre et les prélèvements de leur mutuelle ont augmenté. Rappelons que l'usine appartient toujours à la multinationale Rio Tinto Alcan, leader mondial de l'industrie de l'aluminium, elle-même filiale du groupe minier anglo-australien Rio Tinto dont les profits se sont montés ces dernières années à des dizaines de milliards de dollars... Lundi 8 février, le mouvement a été suspendu, avec 1,4 % d'augmentation générale.

Chaque semaine, LISEZ...

